

Extrait du Revue du Mauss permanente

<http://www.journaldumauss.net>

L'économie solidaire au Brésil : de l'émergence à la reconnaissance d'un mouvement

- Association, économie solidaire et mouvements sociaux - Association, démocratie et société civile -
Date de mise en ligne : jeudi 10 avril 2008

Description :

Une contribution à l'histoire sociale et politique de l'économie solidaire brésilienne.

Revue du Mauss permanente



L'économie solidaire se construit, dans une large part, comme une alliance progressive de divers segments d'organisations de la société civile et de l'Etat. A la fin des années 1990, le développement de pratiques coopératives de création de revenus autour de la Caritas-Brésil, du MST ou de l'ANTEAG interpelle le monde syndical et le monde universitaire. Baptisées « économie solidaire », ces expériences semblent tracer une voie vers cet « autre monde » que les Forum Sociaux naissants appellent de leurs vœux. L'arrivée de Lula et du Parti des Travailleurs à la tête du gouvernement brésilien, en 2003, constitue alors à la fois un défi et une opportunité, tant pour le mouvement social organisé, qui cherche encore à consolider et à définir son identité, que pour le gouvernement, qui cherche à se défaire de son héritage assistantialiste et souhaite mettre en place des formes plus démocratiques de dialogue social. Les relations entre ces différents acteurs, sur lesquelles nous revenons dans cet article [1], sont d'autant plus marquées par leur désir d'être reconnus et estimés au sein du mouvement qu'ils souffrent de l'indifférence que leur oppose une grande partie du corps social et politique brésilien. Si elles ne sont pas exemptes de tensions et de conflits, ces relations ne sont cependant qu'imparfaitement rendues par les cadres d'analyse traditionnels qui pensent l'Etat et la société civile pris isolément et qui les condamnent à osciller entre peur de l'instrumentalisation et peur de l'impuissance. Il nous semble en effet que, sous certains aspects, ces acteurs réussissent à se penser en association au sein de la société, comme des partenaires pris dans une dynamique d'endettement mutuel positif [2], qui ne se déroule pas sans conflits mais qui est néanmoins capable de générer des moments et des formes de dialogue social respectueux des identités multiples de leurs acteurs.

Introduction

L'histoire de l'économie solidaire (ES) est celle d'un regroupement : d'un regroupement de travailleurs, au sein de communautés, autour de pratiques économiques solidaires, et d'un regroupement pour le développement, la pérennisation et la promotion de ces pratiques aux niveaux locaux, nationaux et internationaux.

Elle commence avec l'émergence de pratiques organisées d'économie solidaire, avec des communautés qui choisissent, souvent face à l'absence de perspectives d'emploi sur le marché formel du travail, de s'organiser collectivement et solidairement pour obtenir des revenus. De nombreuses études ethnographiques et de nombreuses recherches-actions témoignent et éclairent les dynamiques de ces projets, qui sont l'objet d'une attention croissante dans le monde de la recherche. De nombreux travaux analysent en parallèle le contexte macroéconomique et macrosocial de crise duquel, et en réaction auquel, elles émergent [3].

Mais, la dégradation de la situation socio-économique brésilienne ne permet pas à elle seule d'expliquer l'émergence de nouveaux types d'initiatives collectives. Celles-ci ne sont pas des réactions spontanées à l'évolution de la situation économique du pays mais des réponses en partie structurées et induites par les segments organisés des travailleurs et de la société civile.

En effet, l'économie solidaire se construit, dans une large part, comme une alliance progressive de segments, chaque segment étant « un ensemble d'organisations populaires lié à une agence, un organe ou un programme donné [4] » qui peut être abordé comme un ensemble car « étant donné le poids de ces externalités, de tels liens confèrent normalement des caractères communs à ces organisations » [5]. La description de ces segments et de leurs lignes d'action trace donc, d'après Gaiger, « le meilleur chemin pour appréhender le profil et les tendances de l'économie solidaire » [6].

Les chercheurs brésiliens ne l'ignorent pas. Ils connaissent et manipulent d'ailleurs sans grande difficulté les filiations et les différenciations qui animent les relations de ces ensembles. Mais ils ne les explicitent qu'occasionnellement, pour préciser des spécificités locales ou analyser des ruptures. Il n'existe donc pas de document de recherche synthétique réunissant les différents récits disponibles de l'histoire de ce mouvement. Le récit des unions et des désunions des segments de l'économie solidaire est donc transmis par ces segments eux-mêmes, par les acteurs du mouvement organisé et les instances gouvernementales. Ils sont certes épaulés par des chercheurs dans ce travail et leurs récits témoignent le plus souvent d'un véritable effort de réflexivité. Mais leur objet n'est pas de comprendre la structuration du mouvement dans son ensemble et la cartographie et la dynamique des entre-reconnaitances et des différenciations des grandes organisations de l'ES reste donc encore largement à écrire.

Certes, les pratiques solidaires existent en dehors du mouvement organisé de l'ES, mais c'est dans le développement du mouvement de l'ES que l'on discerne, au-delà des trajectoires singulières, une construction commune d'identité, un mouvement d'auto-reconnaissance et d'affirmation, dont la trajectoire reflète ce qu'on appelle - et donc, en partie, ce qu'est - l'économie solidaire au Brésil.

On peut, tout en reconnaissant l'ancrage local de chaque expérience, accepter l'idée que ces expériences « locales » sont modelées et modèlent réciproquement les entités qui les représentent et agissent en leur nom au niveau national. Il devient alors nécessaire de comprendre l'histoire et les différences qui rassemblent, et parfois opposent, ces différents segments pour appréhender les pratiques des entreprises solidaires brésiliennes et pour comprendre les relations que le mouvement entretient avec l'Etat.

Retracer les controverses et les processus de reconnaissance et d'alliances qui ont animé l'émergence des principaux segments de ce mouvement social doit donc nous permettre de saisir l'un des aspects qui fait la spécificité de l'économie solidaire brésilienne : le chemin historique qui a été parcouru au fur et à mesure de la constitution de l'ES en tant que mouvement social et en tant que politique publique, les altérations réciproques des acteurs au fur et à mesure de leurs interactions et les traces laissées, sur ces acteurs et sur la société, par la construction progressive d'une réflexivité ordonnée.

Cela permet tout d'abord de restituer les expériences pratiques, locales, concrètes dans leurs filiations historiques et idéologiques, de les positionner dans les réseaux sociaux et dans les réseaux de valeurs de l'ES, d'identifier leur appartenance à des segments différents, marqués par des histoires et des valeurs différentes. Nous nous intéresserons d'autre part d'autant plus volontiers à ces « grands » acteurs sociaux que ce sont eux qui organisent les premières mobilisations nationales autour du thème de l'Economie Solidaire, notamment au sein du Groupe de Travail Brésilien sur l'ES du Forum Social Mondial (GT), et qu'ils sont les principaux acteurs du dialogue avec l'Etat brésilien.

Nous présenterons donc tout d'abord le profil et les lignes d'action des acteurs qui ont commencé à faire émerger des pratiques solidaires avant même la genèse du mouvement : les organisations « natives » de l'ES.

Puis, nous présenterons les principales organisations « naturalisées » de l'ES, celles qui, se reconnaissant dans ces pratiques solidaires, en ont animé la conceptualisation et l'essaimage au niveau national.

Nous retracerons et situerons ensuite les relations de reconnaissance qui lient progressivement les acteurs entre-eux et qui les amènent à « faire mouvement » derrière la bannière de l'économie solidaire. Nous présenterons donc rapidement l'histoire du mouvement, de son émergence, lors du premier Forum Social Mondial (FSM) de Porto Alegre, en 2001, à sa reconnaissance publique, lors de la troisième édition du FSM, en 2003.

Nous analyserons alors les relations entre l'entité du gouvernement fédéral dédiée à l'ES - le Secrétariat National à l'Economie Solidaire (le SENAES) et le Forum autour duquel se structure le mouvement organisé - le Forum Brésilien de l'Economie Solidaire (ou Forum). Nous verrons que les forts liens d'engagement qui lient le SENAES au mouvement en font, sous de nombreux aspects, une entité originale que nous qualifierons d' « administration militante ».

En cours de structuration, cette administration militante peine néanmoins à obtenir la reconnaissance que demande le mouvement : une intégration transversale des principes de l'ES dans la totalité des secteurs de l'Etat. La construction collective de cette reconnaissance butte donc souvent sur la question du partage des responsabilités entre les segments de l'Etat et de la société civile. Les tensions ainsi engendrées sont autant de dénis de reconnaissance qui marquent la construction de l'identité de l'ES : chaque segment du mouvement rencontre des difficultés à assurer la diffusion des valeurs de l'économie solidaire auprès de ses pairs et se sent remis en cause, et, parfois, tenu pour responsable de cette indifférence au sein du mouvement. A la blessure causée par cette indifférence vient alors s'adjoindre la peur de ne plus être reconnu et estimé à la hauteur de son engagement au sein du mouvement. Mais les stratégies volontaristes d'enrôlement qui modifient l'équilibre entre les acteurs du mouvement créent aussi des tensions : elles posent la question de la légitimité des acteurs qui deviennent ainsi dépositaire de l'identité de l'ES. Ainsi, lorsque le SENAES décide de faciliter l'enrôlement de nouveaux acteurs de l'Etat et de la société civile en créant, en 2006, un Conseil National de l'Economie Solidaire (le Conseil) qui permet « d'élargir » le cercle des acteurs participant aux débats sur la politique publique d'ES, certains acteurs du mouvement social lui reprocheront son volontarisme, perçu comme un ingérence dans l'identité du mouvement et parfois dénoncé comme une dénaturation utilitariste de son identité.

Nous verrons cependant pour conclure que les relations entre le SENAES et le mouvement social organisé ne peuvent être rendues qu'imparfaitement par les cadres d'analyse traditionnels qui opposent la crainte de l'instrumentalisation des mouvements sociaux à l'impératif d'agir en coopération avec l'Etat et les autres secteurs de la société civile organisée. Ces relations s'inscrivent plutôt, comme le souligne Christiane Girard, dans le processus qui, face à l'impuissance de l'Etat et de la société civile pris isolément, les pense en association au sein de la société, comme des partenaires pris dans une dynamique d'endettement mutuel positif [7], qui ne se déroule pas sans conflits mais qui est néanmoins capables de générer des moments et des formes de dialogue social respectueux des identités multiples de leurs acteurs.

1 L'émergence d'organisations « natives » de l'Economie Solidaire (ES)

Le mouvement prend racine dans trois types d'expérience : celles de la Caritas et celles du Mouvement des Sans-Terre (MST) dans les milieux ruraux, et celle de l'Association Nationale des Travailleurs d'Entreprises Auto-Gérées (ANTEAG), dans le secteur industriel.

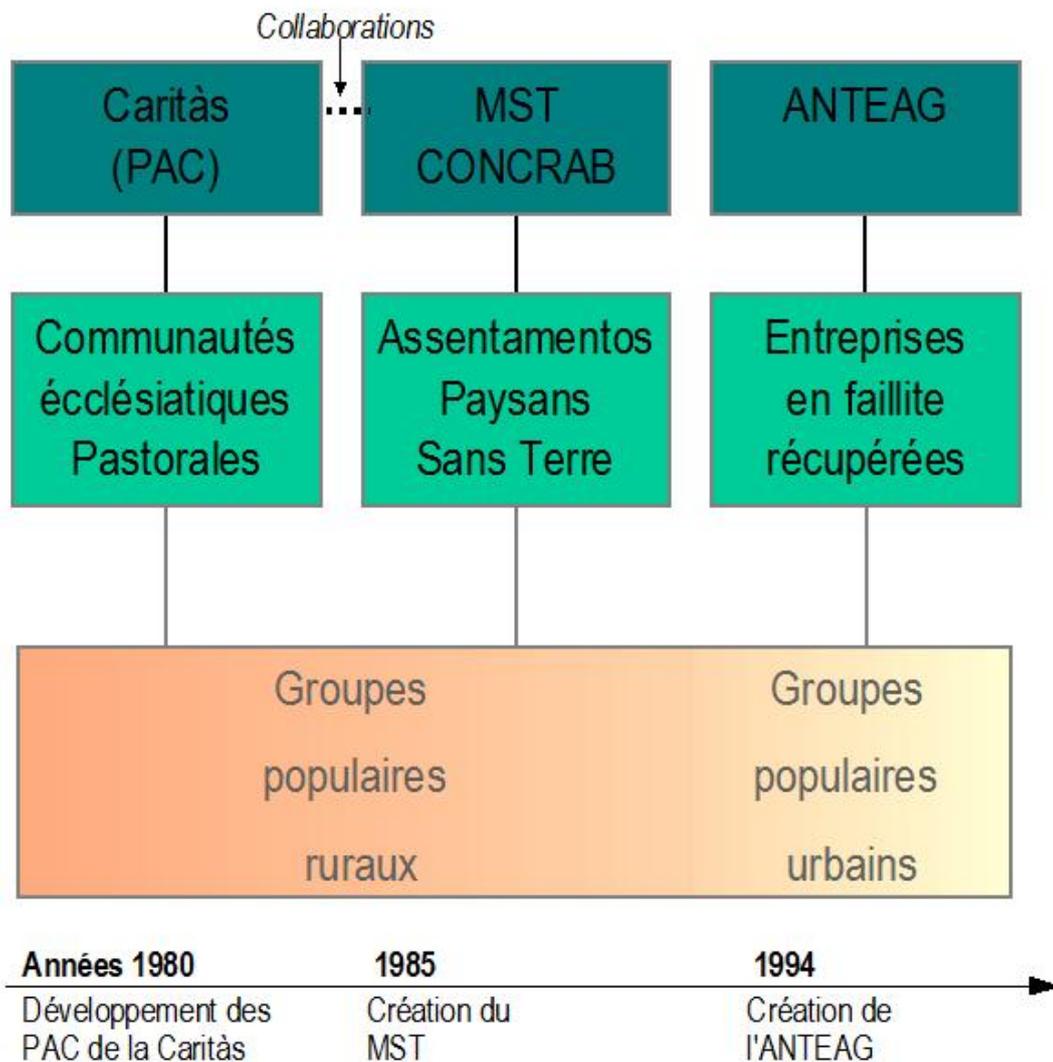
Créée en 1956 en lien direct avec la Conférence Nationale des Evêques du Brésil, la **Caritas-Brésil** est marquée par les principes de la théologie de la libération. Ses méthodologies marquent une rupture nette, bien que pas toujours totalement consommée, avec les traditions assistencialistes chrétiennes. Elle promeut en effet une vision libératrice de la charité, où le développement de liens de solidarité, mais aussi l'émancipation des participants, sont mis au centre. Elle soutient dans ce cadre, à partir des années 1980, le développement de projets ayant à la fois une

finalité pratique de production ou de prestation de services et une finalité éducative de développement de l'esprit communautaire, les Projets Alternatifs Communautaires (PAC). Les PAC doivent, selon la Caritas, permettre de générer un nouveau modèle de relation entre capital et travail, et de créer un « entrepreneuriat populaire » en alternative au capitalisme [8]. S'appuyant sur les Communautés Eclésiastiques de base et les « Pastorales sociales », le programme de la Caritas est diffusé à large échelle à travers le pays. Entre 1995 et 2000, la Caritas avait déjà soutenu environ 1000 PAC concernant près de 60 000 personnes [9]. Les PAC se développent dans les milieux ruraux, souvent en partenariat avec le MST, et dans les zones urbaines, autour de groupes fragilisés : groupes de femmes issues de milieux populaires à bas revenus, usagers de drogues, anciens détenus ou handicapés.

Le **Mouvement des Travailleurs Ruraux Sans-Terre (MST)**, créé en 1985, regroupe une partie des travailleurs des *assentamentos*, les exploitations redistribuées aux paysans sans-terre dans le cadre de la réforme agraire. Plus connu du public pour les actions d'occupations de terres improductives qu'il organise, le MST a aussi développé au fil des ans des actions de soutien et de formation au coopérativisme. L'option pour le coopérativisme n'est cependant pas évidente au sein du MST. En effet, au début des années 1980, le secteur coopérativiste brésilien est essentiellement organisé autour de l'Organisation des Coopératives Brésiliennes (OCB), qui incarne aux yeux des militants du MST une forme dégénérée de coopérativisme, favorisant les grandes coopératives agro-industrielles, la concentration des richesses et, au final, l'exploitation des travailleurs ruraux. L'option pour le coopérativisme, qui s'impose à partir de 1986, est donc le résultat d'un travail de différenciation vis à vis du coopérativisme traditionnel. Ce « nouveau coopérativisme » est intimement associé au projet politique de transformation sociale du MST : il vise la création d'un système alternatif au capitalisme. En 1990, ce système est formalisé et les Coopératives de Production Agricole locales sont réunies, au niveau de chaque Etat, au sein de coopératives de second-degré articulées, au niveau national, par la CONCRAB, la Confédération des Coopératives de la Réforme Agraire du Brésil [10]. La CONCRAB offre un soutien à la planification, à l'organisation et à la commercialisation des produits et services. Cependant, cette « vision collectiviste » se heurte à la culture traditionnelle de l'agriculture familiale [11] et le MST privilégie, à partir de 1994, des formes plus souples de coopération alliant exploitation de parcelles individuelles et mutualisation des crédits, du matériel, de la distribution, etc.

Parallèlement, dans le secteur industriel, les travailleurs de diverses entreprises en situation de faillite décident de reprendre et de continuer collectivement l'activité de leur entreprise. Ils s'organisent entre eux, à partir de 1994, au sein de l'**Association Nationale des Travailleurs d'Entreprises Auto-Gérées (ANTEAG)**, donnant ainsi une réelle visibilité aux expériences d'autogestion nées de la faillite d'entreprises classiques. L'association, qui regroupait 11 groupes (en activités ou non) à sa création, comptait, 5 ans plus tard, plus de 300 groupes [12]. Elle joue rapidement un rôle primordial, à la fois car elle permet l'élaboration de méthodologies et la constitution d'expertises juridiques et techniques concernant la récupération d'entreprises en faillite par leurs anciens salariés et parce qu'elle interpelle le secteur syndical brésilien en l'invitant à revoir, lui aussi, sa vision du coopérativisme.

Schéma 1 : Les organisations natives



Ces trois expériences sont systématiquement pointées comme étant à l'origine de l'ES au Brésil. Elles ne se présentent cependant pas, au moins à l'origine, sous le vocable d'économie solidaire et ne seront pas nécessairement les plus actives dans l'effort d'organisation et de diffusion du concept. Nous les qualifierons donc de « natives » afin de les distinguer d'une autre catégorie d'organisations, les « naturalisées », qui apparaissent par la suite. Cette dénomination nous permet ainsi de distinguer les organisations où l'ES est le produit d'une logique ascendante des pratiques vers la théorisation, où l'identification à l'ES se fait *a posteriori* [13], les « natives », et celles qui se sont inspirées de ces expériences pour les reproduire, en les adaptant, et où l'identification à l'ES se fait *a priori*, les « naturalisées ».

2 - La conversion d'organisations « naturalisées »

Les organisations « naturalisées » sont issues de mouvements sociaux qui se voient obligés à chercher de nouvelles alternatives au fur et à mesure que leurs réponses traditionnelles deviennent inefficaces ou inadaptées.

L'élaboration de la nouvelle Constitution du Brésil, à la chute du régime militaire, en 1985, est l'occasion d'une intense mobilisation politique et sociale. Avec les premiers pas de la nouvelle République, la nécessité de rembourser « la dette sociale » de l'Etat vis à vis des plus pauvres est inscrite dans la Constitution. La lutte contre la pauvreté devient alors une priorité [14]. Mais, la dynamique politique ainsi engagée s'essouffle rapidement devant

l'ampleur de la tâche à accomplir. La situation du Brésil à la fin des années 1980 - démocratique mais corseté par les politiques d'ajustements structurels - laisse tout d'abord les mouvements sociaux sans réponse, dès lors que l'Etat semble se déclarer incapable d'agir [15].

Mais, progressivement, les mouvements et organisations de la société civile vont se mettre en quête d'alternatives et on assiste peu à peu à l'émergence d'une nouvelle catégorie d'actions et de projets puis d'une nouvelle catégorie d'acteurs. Ainsi, la campagne « contre la Faim et la Misère et pour la Vie » lancée par l'IBASE (Institut Brésilien d'Analyses Socio-Economiques), qui invite à prendre les devants de l'action publique et organisant une participation plus active de la société civile, reçoit le soutien d'une large frange de la société civile organisée. La société civile est en quête de solutions innovantes pour faire face aux défis du Brésil.

C'est dans ce cadre que l'expérimentation des organisations natives autour de projets mêlant création d'activités économiques et développement des solidarités sociales vont rapidement gagner de l'écho et se diffuser auprès des milieux syndicaux ou auprès des universitaires, donnant naissance aux principales organisations qui structurent le champ de l'économie solidaire [16].

Cette seconde catégorie d'acteurs voit donc dans les expériences des premiers à la fois une piste pour relever ses propres défis, et de nouveaux défis à relever dans le cadre de ses objectifs propres.

C'est en particulier le cas pour la **Centrale Unique des Travailleurs (CUT)**, la principale fédération syndicale des travailleurs du Brésil, qui est frappée de plein fouet par la déréglementation croissante du travail, et pour les Universités, qui cherchent des voies pour concrétiser la démocratisation des savoirs et offrir un appui aux plus démunis. Mais, tout comme un citoyen naturalisé reste natif d'un autre lieu, d'une autre identité, ces acteurs ne se naturalisent souvent qu'en partie, dédiant une entité distincte à l'ES, sans que cela n'entraîne nécessairement une modification de l'ensemble de leur structure ou de leur projet. Au sein de ces vastes institutions, nous nous intéresserons donc particulièrement aux entités dédiées à l'ES, aux conditions de leur création et à leur impact sur le projet global des institutions concernées.

La création de l'ANTEAG en 1994 puis la multiplication, à la fin des années 1990, des expériences de récupération d'entreprise est fondamentale pour comprendre la « conversion » de la centrale syndicale CUT à l'économie solidaire. En effet, l'organisation des travailleurs en vue de la récupération des entreprises se fait souvent sous l'impulsion de syndicalistes liés à la CUT, qui initient le débat sur la reprise coopérative d'entreprises au sein des structures syndicales [17]. Or, « pendant longtemps, les syndicats sont restés silencieux sur la question des travailleurs associés, soit parce qu'ils n'étaient que peu nombreux, soit parce que la question ne s'était pas encore tournée en problème. Ces travailleurs étaient vus comme des travailleurs autonomes, et, donc, comme extérieurs au syndicalisme » [18]. De plus, si la CUT soutient le développement de petites coopératives agricoles dans les zones rurales, en revanche, en ce qui concerne l'industrie et les services, la culture syndicale brésilienne est surtout marquée par la menace que représente pour les droits des travailleurs la multiplication des « coopergatos », les « fausses coopératives » dont l'existence, essentiellement formelle, permet à des investisseurs de rassembler la main d'oeuvre nécessaire à la production sans être soumis à la législation sur le travail salarié [19]. L'élaboration d'une politique en faveur de l'économie solidaire et de la structure coopérative marque donc une rupture qui s'inscrit, d'après les dirigeants de la CUT, dans le cadre d'une « grande réflexion sur le rôle du mouvement syndical et sur les implications et changements nécessaires dans l'organisation syndicale » [20].

A la pointe de cette réflexion au sein de la CUT, se trouve le syndicat des métallurgistes de l'ABC [21], dont Lula fut le premier Président. Le syndicat soutient, à partir de 1997, les quatre coopératives issues de la faillite de la Conforja - qui fut l'une des plus grandes forges de l'Amérique Latine [22]. En partenariat avec les syndicats de la chimie, ils créent, en 1999, l'UNISOL Coopérative (UNIon et SOLidarité Coopérative) pour organiser et représenter les coopératives de l'Etat de Sao Paulo [23].

Un processus de réflexion national est parallèlement enclenché, qui débouche sur la création, fin 1999, de l'Agence de Développement Solidaire (ADS-CUT). En 2000, lors du septième Congrès de la CUT, est approuvée « la construction d'une économie solidaire en tant qu'axe stratégique de l'action politique de la CUT » [24]. Il s'agit alors pour la CUT d'opter pour une alternative en terme d'emploi et de réaffirmer le caractère classiste de la CUT en agissant en faveur des chômeurs, des exclus, des informels et des inactifs [25]. La lutte contre le « faux-coopérativisme », s'accompagne désormais de la volonté d'encourager l'organisation des chômeurs et de défendre le maintien des emplois, en luttant sur le plan politique pour l'obtention de crédits et de formations, et en agissant pour « créer un nouveau coopérativisme à travers l'action de l'ADS » [26].

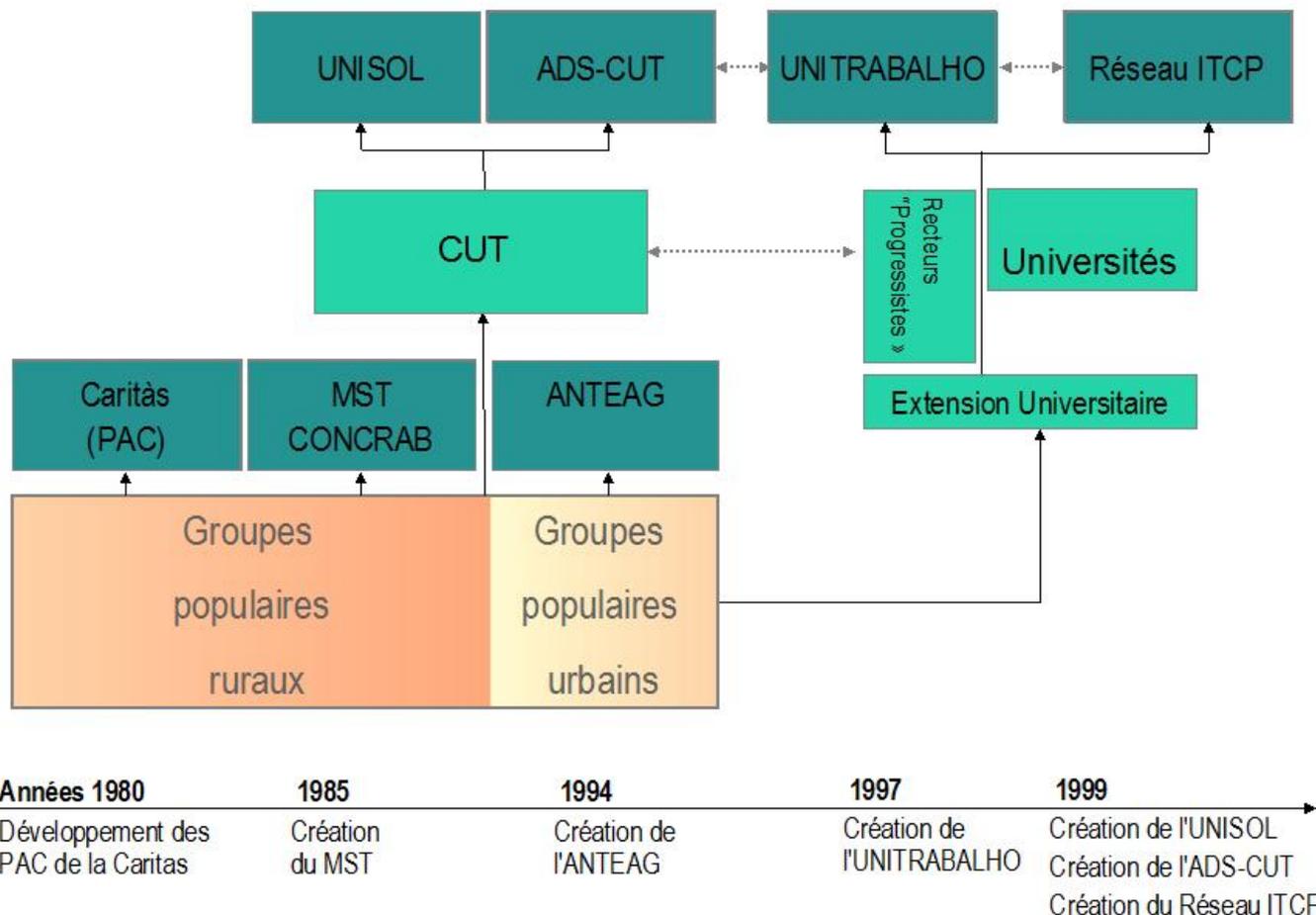
Dès le début de cette période, Vincente Paul da Silva, dirigeant de la CUT, interpelle **les Universités** en leur demandant : « quand le travailleur sera plus qu'un objet d'étude dans les universités brésiliennes ? » [27]. Les recteurs de 32 universités créent alors, en 1996 un réseau interuniversitaire, le réseau UNITRABALHO, qui regroupe des groupes d'études liés au travail, dont l'un est dédié à l'économie solidaire. Celui-ci met en place, en articulation avec les syndicats, des programmes communs de recherche, et anime des espaces d'échange et de formation.

C'est aussi à cette époque que la Coordination des programmes de troisième cycle de la faculté d'ingénierie de l'Université Fédérale de Rio de Janeiro (COPPE/UFRJ) propose d'expérimenter la mise en oeuvre d'un Incubateur Technologique de Coopératives Populaires afin d'utiliser les ressources humaines et les savoirs de l'université pour former, qualifier et accompagner des travailleurs dans la construction d'activités autogérées visant leur inclusion au marché du travail. L'option coopérativiste s'est imposée à la COPPE/UFRJ de par ses propres caractéristiques, car elle permet de contribuer aux objectifs économiques du projet en privilégiant cependant les opportunités d'insertion citoyenne [<http://www.cooperativismopopular.u>' >28].

De nombreuses universités, et en particulier les universités abritant des groupes associés au réseau UNITRABALHO, entrent en contact avec l'ITCP (Incubateur Technologique de Coopératives Populaires) de l'UFRJ. Un deuxième incubateur voit le jour dès 1997, puis sept nouveaux projets démarrent dans diverses Universités à travers le pays au cours de l'année 1998 [29]. Un premier partenariat de financement public est alors conclu, sous le nom de PRONINC (Programme National d'Incubateurs de Coopératives). D'autres incubateurs voient cependant le jour sans son soutien [30], et l'ensemble se fédère, en mai 1999, au sein du réseau ITCP, le réseau des Incubateurs Technologiques de Coopératives Populaires [31]. Le réseau ITCP prend alors en charge la coordination du programme de recherche de l'UNITRABALHO et participe aux programmes de formation initiés par la CUT, tels que le programme « Integar ».

L'engagement de la CUT et des Universités découle d'expérimentations pratiques qui feront référence, telles la reprise de la Conforja pour la CUT et la création de la COPPE/UFRJ pour les Universités. Mais, il est avant tout la marque d'une réorientation : les nouvelles identités créées l'ADS-CUT, le réseau ITCP ont pour mission d'inspirer de nouvelles vocations, d'incarner une nouvelle identité au sein des institutions concernées. C'est en cela qu'elles s'opposent aux organisations natives, dont les cultures sont le fruit de l'évolution d'une pratique dans et auprès des populations, qui ne seront identifiées comme relevant de l'ES qu'a posteriori. Et c'est pour cela que nous les qualifierons d'organisations naturalisées. Mais cela ne signifie pas que leur engagement est moindre que celui des organisations natives. A la recherche de soutiens et d'exemples pour concevoir leur action et la légitimer au sein de leurs institutions d'origine, elles sont au contraire les principaux piliers du rassemblement opéré autour du thème de l'économie solidaire, auquel elles s'identifient a priori, et qu'elles contribuent par ailleurs largement à diffuser.

Schéma 2 : Les organisations naturalisées



3 De la genèse de l'ES à la reconnaissance du mouvement

C'est en effet à l'initiative de la CUT que les organisations natives - ANTEAG, Caritas, et MST - se rassemblent pour la première fois, en 1994, lors du séminaire « Autogestion : la réalisation d'un rêve ». Par ailleurs, le séminaire organisé par la CUT marquera aussi le début des liens avec la FASE (Fédération des Organes d'Assistance Publique et Educative), alors que la création du PRONINC permet d'associer le Comité des Entités Publiques de Combat contre la Faim et pour la Vie (COEP) issu de la campagne de l'IBASE mentionnée plus haut. Or, ces grands réseaux institutionnels nationaux se sont eux aussi transformés au cours de cette expérience, intégrant peu à peu l'ES dans leurs principes et programmes d'action car ils y ont trouvé des réponses à leurs propres crises [32]. L'exemple le plus frappant en ce sens est peut-être celui de l'Institut PACS (Politique Alternatives pour le Cône Sud) car celui-ci est aujourd'hui entièrement dédié au développement solidaire. Créé en 1986 pour articuler la part brésilienne d'un programme régional de recherche d'alternatives économiques et sociale, le PACS a apporté, sous l'impulsion de son Directeur, Marcos Arruda, une contribution majeure au mouvement de l'ES en organisant des rencontres (Bertioga 1997, Porto Alegre 1998, Mendes - 2000) qui déboucheront, en 2000, sur la première tentative d'articulation de l'économie solidaire à l'échelle nationale : la création du Réseau Brésilien de Socio-Economie Solidaire (RBSE).

C'est aussi la CUT et les Universités qui initient les premiers partenariats publics. Le séminaire organisé par la CUT en 1994 marque ainsi le début des liens avec la municipalité de Porto Alegre (remportée par Olivio Dutra, du PT, en 1988) et le gouvernement du Rio Grande do Sul (dont Olivio Dutra est gouverneur de 1999 à 2002). La création du PRONINC permet d'associer, pour la première fois, un organe fédéral, le département de Financement d'Etudes et

de Projets du Ministère du Développement Social (FINEP). L'engagement des Universités brésiliennes donne en effet à l'ES une respectabilité qui lui permet d'émerger dans les discussions sur l'agenda national des politiques publiques [33].

Ce sont par ailleurs ces organisations naturalisées qui diffusent l'usage du terme. Ainsi, si la première référence à l'économie solidaire publiée au Brésil [34] est introduite par le chilien Razeto en 1993 [35], Paul Singer, qui deviendra Secrétaire National à l'Economie Solidaire en juin 2003, est le premier brésilien à en faire usage. Il défend en effet un programme « d'économie solidaire » lors de la campagne municipale de Luiza Erundina (PT) à São Paulo, en 1996 [36]. Paul Singer est, comme Marcus Arruda, l'un des membres fondateurs du PT. Mais il est, surtout, un professeur d'économie particulièrement respecté de l'Université de Sao Paulo. Il participe à ce titre à la coordination du premier projet recherche d'ampleur nationale portant le nom d'économie solidaire : le projet de recherche "Economie solidaire et autogestionnaire", lancé en janvier 1999 en partenariat avec l'UNITRABALHO [37]. Il n'est pas le seul artisan de ce travail de conceptualisation qui doit beaucoup, entre autres, au concept de socio-économie développé par Marcos Arruda ou aux travaux de Luiz Inacio Gaiger sur les expériences développées dans le Rio Grande do Sul. On retrouve les écrits de ces trois auteurs dans le livre qui marque l'ancrage de l'économie solidaire dans le paysage universitaire brésilien : « L'économie solidaire au Brésil : l'autogestion comme réponse au chômage », organisé par Paul Singer et André de Souza [38]. Le livre réunit, pour la première fois, toutes les expériences évoquées précédemment sous le vocable « économie solidaire ».

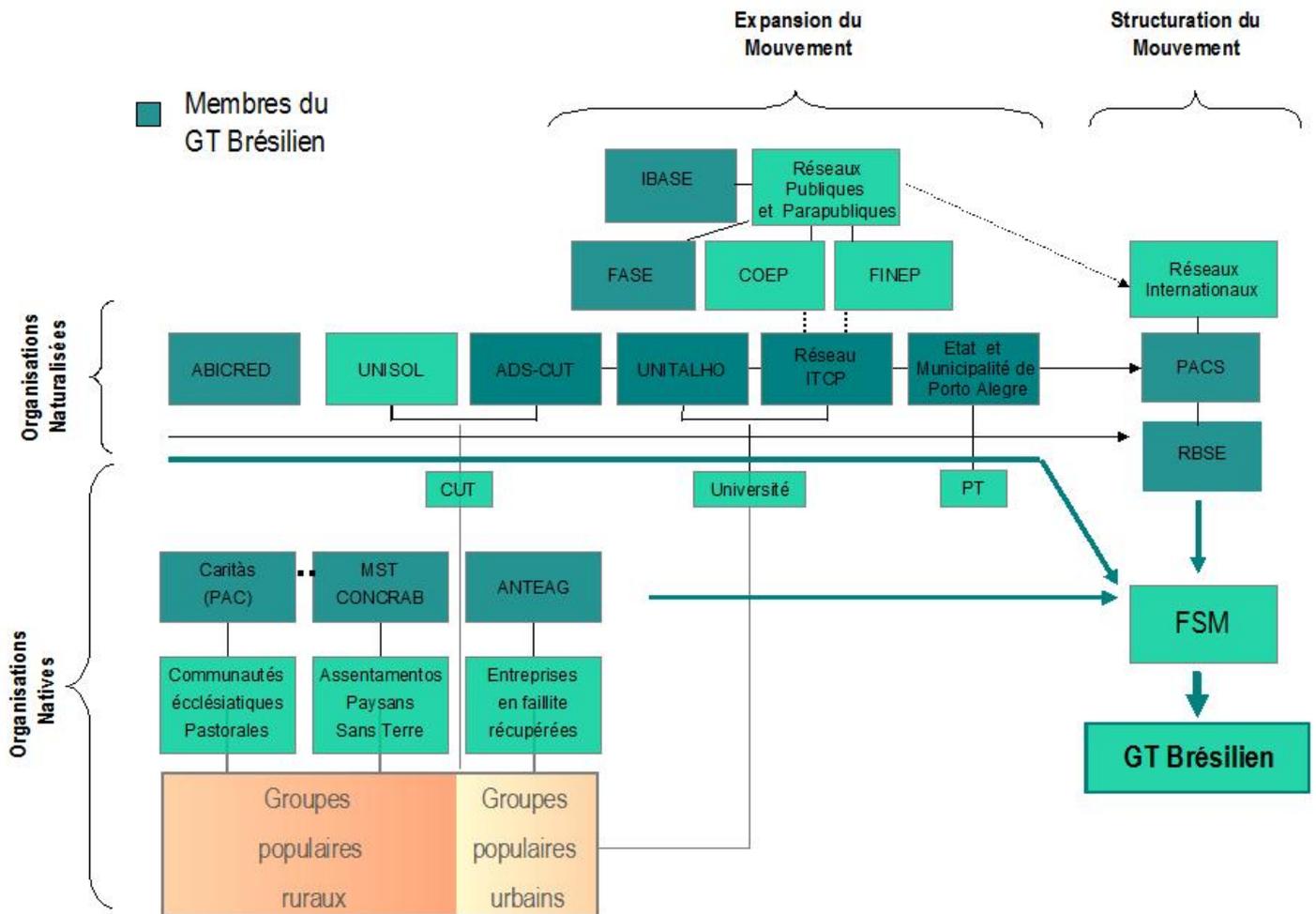
L'ensemble de ces acteurs, natifs et naturalisés, n'épuise certainement pas la variété des pratiques de l'économie solidaire. Mais, ils sont les acteurs principaux de la constitution de l'ES en tant que concept mobilisateur, en tant que mouvement organisé, et en tant qu'objet de politiques publiques [39].

C'est cependant dans une grande arène internationale, le Forum Social Mondial (FSM), que l'économie solidaire s'affirmera en tant que mouvement social parmi les mouvements sociaux et qu'elle gagnera la reconnaissance de l'Etat brésilien.

Les débats du premier FSM, à Porto Alegre, en 2001, seront en effet le cadre de l'inter-reconnaissance de ces acteurs, qui y créent le Groupe de Travail Brésilien sur l'ES (GT). L'action du GT permet d'obtenir l'inscription de l'économie solidaire parmi les différents thèmes du second FSM, en 2002. Cette inscription permet alors à l'ES d'obtenir une reconnaissance en tant que mouvement particulier au sein des mouvements sociaux présents.

L'élection de Lula, en octobre 2002, a déjà été partiellement anticipée par le GT [40]. Il convoque la réunion, en décembre 2002, d'une première Pleinière Nationale de l'Economie Solidaire où est validé un projet de « Lettre au gouvernement Lula » proposant la création d'un Secrétariat National à l'Economie Solidaire. A peine un mois plus tard, en janvier 2003, le Ministre du Travail et de l'Emploi, Jaques Wagner, choisit le FSM pour annoncer la création d'un Secrétariat National dédié à l'ES au sein de son Ministère et pour inviter, au nom de Lula, Paul Singer à en prendre la direction. Le mouvement de l'économie solidaire brésilienne obtient lors de cette troisième édition du FSM sa première marque de reconnaissance de la part de la plus haute instance de l'Etat brésilien. L'espace des FSM joue ainsi un rôle-clé pour l'économie solidaire brésilienne. Il constitue une arène de reconnaissance sociale et politique au sens où l'entendent Hilgartner et Bosk [41], c'est à dire un système organisé dans lequel des forces sociales peuvent acquérir une visibilité qui permet des processus de conversion des ressources (par l'obtention d'un avantage concret, d'un pouvoir futur ou d'une reconnaissance symbolique).

Schéma 3 : L'expansion du mouvement



4 Le SENAES : une administration militante

Cette première marque de reconnaissance publique est certes, tout d'abord, le fruit de la mobilisation des acteurs sociaux, qui interpellent le candidat Lula sur la question de l'économie solidaire dès avant son élection, mais elle est aussi le fruit de l'engagement actif de certains segments du Parti des Travailleurs dans le mouvement. Pour une partie du PT, le concept d'ES permet en effet de réactualiser l'idéal de la coopération ouvrière et de reprendre l'idéal socialiste d'une organisation démocratique de l'économie. Dès lors, la création du Secrétariat National à l'Economie Solidaire, le SENAES, incarne l'imbrication qui existe entre une partie des organisations qui structurent le mouvement et une partie des membres du gouvernement PT au pouvoir. Le choix de Singer en tant que Secrétaire national est d'ailleurs l'objet d'un large consensus au sein des organisations signataires de la « Lettre au gouvernement Lula ». Il est l'option naturelle [42] : membre fondateur du PT, figure emblématique de l'engagement des universitaires autour de la question, praticien de l'ES et gestionnaire de politiques publiques, Singer rassemble toutes les caractéristiques nécessaires à l'obtention d'une certaine légitimité dans les différents mondes concernés par la création d'une politique publique d'ES.

Le rôle du PT dans la structuration du mouvement n'est que rarement explicité dans les discours des acteurs, pourtant, la question du rôle de l'Etat devient centrale avec l'annonce de la création du SENAES. L'extrême fragilité économique des expériences et leur caractère populaire appellent et justifient un soutien de l'Etat, mais les acteurs, héritiers des bilans historiques du coopérativisme, du communisme et de l'économie sociale, redoutent une présence non-contrôlée de l'Etat dans le mouvement. Ils sont conscients que la réussite du projet solidaire suppose un double dépassement dans la sphère publique : dépassement du poids de l'héritage assistencialiste, clientéliste et élitiste sur

la structure publique brésilienne d'une part [43] et dépassement du poids de l'option historique pour le développement par l'insertion aux marchés qui y a été prise d'autre part [44]. On peut dès lors tenter d'évaluer plus en détail le niveau de reconnaissance dont jouit l'ES au sein de l'Etat brésilien en observant l'intégration des axes d'action proposés par le Forum dans les politiques publiques nationales. Nous pouvons pour cela nous inspirer de la typologie des impacts de Kitschelt [45]. Kitschelt distingue trois types d'impacts :

- ▶ l'impact procédural, qui traduit la reconnaissance des acteurs comme interlocuteurs légitimes en leur octroyant un accès aux instances de concertation et de participation ;
- ▶ l'impact structurel, qui se traduit par des modifications de la structure des opportunités politiques (clivages, consensus) ;
- ▶ l'impact substantiel, qui se traduit par des changements du contenu des politiques et des lignes d'orientation en fonction des demandes du mouvement (lois, réformes, crédits).

Les débats sont parfois tendus et certaines revendications sont passées sous silence, mais les programmes du SENAES témoignent néanmoins incontestablement de l'existence d'un dialogue intense avec le Forum. Dans un premier temps, les résultats procéduraux sont jugés prometteurs par les acteurs du mouvement social sur deux aspects majeurs : les interactions avec le Forum, et l'intégration progressive de l'ES dans les divers organes de l'Etat (Ministère du Travail et de l'Emploi, Ministère du Développement Social, ...) grâce aux partenariats et aux programmes communs établis par le SENAES.

Les textes issus de la III^e réunion plénière du Forum précisent en effet que l'ES n'a pas uniquement vocation à créer des emplois et des revenus et qu'elle est avant tout un projet de développement économique et social qui ne peut être envisagé que de façon transversale dans les structures de l'Etat. D'après les textes du Forum, la seconde mission du SENAES est en effet d'assurer l'enrôlement des différents organes de l'Etat autour de l'ES. C'est en cela que le SENAES peut être considéré comme « une administration militante de l'ES à l'intérieur de l'Etat ».

Mais, malgré la création des nombreux partenariats évoqués ci-dessus, le SENAES peine en réalité à assurer l'intégration transversale de l'ES dans les politiques publiques brésiennes. En effet, le nombre des partenariats interministériels ne masque pas le caractère « symbolique » des actions menées, qui se reflète d'ailleurs fortement dans les faibles résultats substantiels de la politique. Cela est également perceptible au niveau structurel, au vu de la faible intégration de l'ES dans les priorités stratégiques du Plan Pluri-annuel du gouvernement et de l'espace institutionnel exigu qui lui est dédié au sein de la structure gouvernementale. Ainsi, à la fin du premier mandat de Lula, en 2006, de nombreux champs ministériels n'ont pas du tout intégré l'ES.

De plus, de nombreux partenariats, limités à un seul programme dont la réalisation est assurée par le SENAES, ne permettent pas de modifier, de fait, les modèles d'analyse valides dans les organes concernés. Enfin, dans ces divers partenariats, l'intégration de l'identité de l'ES reste partielle. Elle est en effet plus souvent intégrée dans les ministères dits « sociaux » du gouvernement que dans les ministères « économiques », or les ministères sociaux ont bien souvent une vision assistencialiste de l'ES. On peut donc dire que le gouvernement Lula fait preuve d'une large capacité d'accueil procédurale des demandes, mais d'une plus faible capacité d'intégration structurelle de celles-ci [46].

Or, la possibilité d'obtenir des résultats substantiels importants, c'est à dire une politique d'ampleur intégrée dans les priorités principales de l'Etat, est hypothéquée par l'isolement du SENAES dans la structure gouvernementale et par le faible enrôlement des autres organes de l'Etat dans la politique publique de soutien à l'ES. Ainsi, malgré la mobilisation de l'équipe du SENAES, à la fin du premier gouvernement Lula, les réformes législatives demandées se

font toujours attendre, alors que le Programme « Economie Solidaire en Développement » se voit attribuer un budget de plus en plus réduit - relativement aux besoins évalués (119 % en 2004 puis 60 % en 2005 et 35 % en 2006) mais aussi nominalement (7,6 millions en 2004 puis 4,3 millions en 2005 et 5,3 millions en 2006). [47]

Tableau 1 : L'intégration de l'ES dans la sphère gouvernementale

Intégration de l'ES dans la sphère Gouvernementale, Résultats :		
Procéduraux		UN SYSTEME OUVERT : <i>forte capacité d'accueil des demandes</i>
- Reconnaissance des interlocuteurs	Bonne articulation avec le Forum Liens organiques avec les membres du SENAES	
- Traduction des revendications	Convergences avec la Plate-forme du Forum Divergences sur la centralité du chômage par rapport à la Charte	
- Enrôlement d'autres organes de l'Etat	Nombreux Partenariats Développement des partenariats limité par les ressources disponibles	
Structurels		UN SYSTEME FAIBLE : <i>faible capacité à conduire des politiques d'ampleur</i>
- Modification des représentations et des lignes de clivage dans les organes d'Etat	Intégration « tardive » et périphérique au PPA Identification sociale de l'ES forte dans les Ministères « sociaux » Intégration sociale faible dans les Ministères dédiés à l'Emploi et à l'Economie	
Substantiels		
- Adaptation de l'appareil légal et des réglementations	Rédaction de projets de lois dédiés qui ne dépasse pas le stade du pré-projet, Intégration « tardive » aux projets existants	
- Capacité « finalistique »	Budget limité et en décroissance	

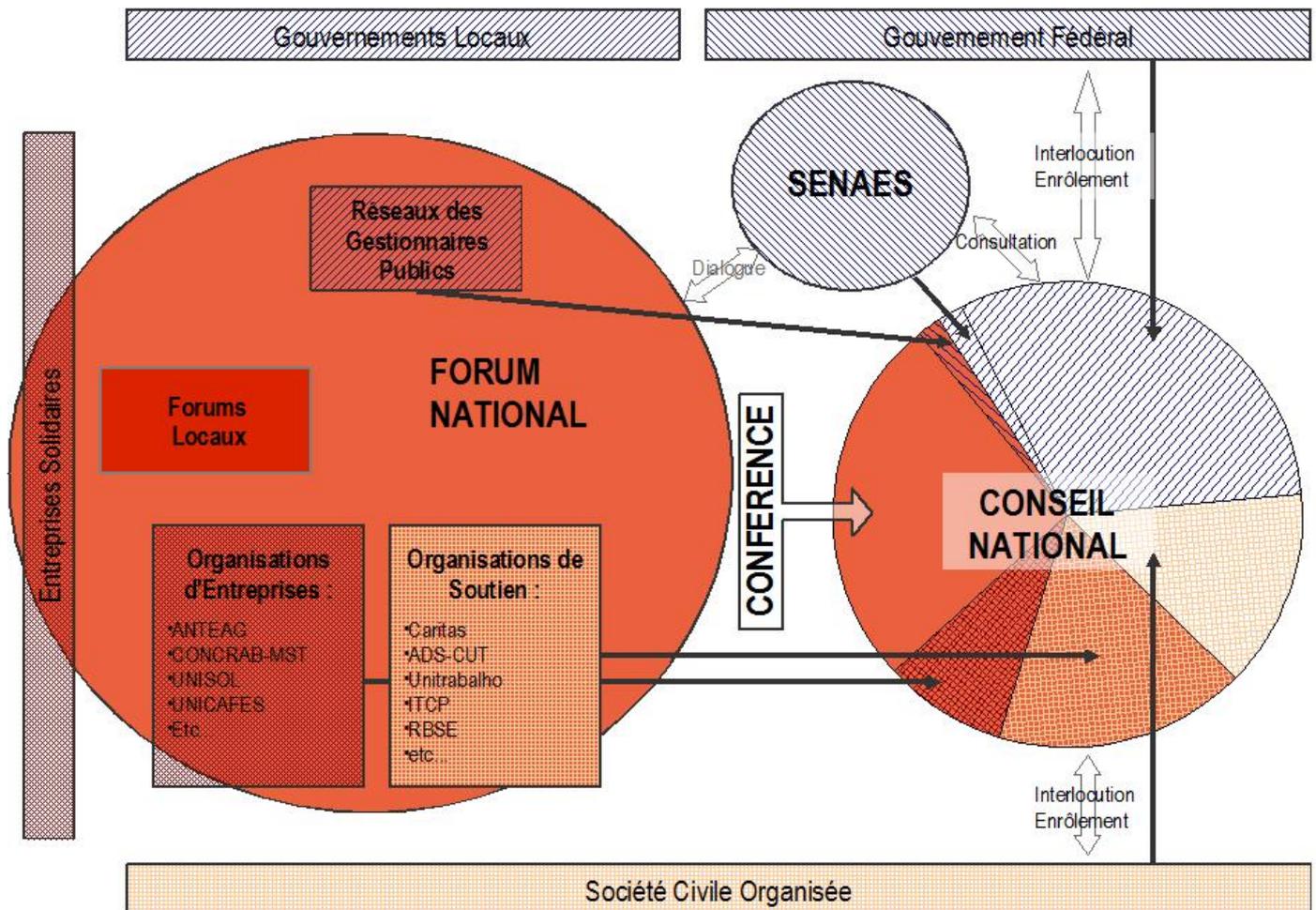
5 Entre ingérence et indifférence : les dénis de reconnaissance.

A l'approche des nouvelles élections présidentielles de 2007, les acteurs s'inquiètent d'autant plus que rien ne garantit la continuité de la politique en cas d'alternance politique ou, même, d'un réaménagement des priorités au sein de l'équipe de Lula. Les études effectuées au niveau des pouvoirs politiques locaux ont démontré que la sensibilité des gouvernements au thème de l'ES est très liée aux équipes en place et, par conséquent, très marquée par les alternances électorales [48]. La première préoccupation du mouvement va donc être d'assurer la continuité, et, autant que possible, l'intensification, de la politique au-delà des élections présidentielles d'octobre 2006. Pour ce faire, il est urgent de renforcer l'institutionnalisation de la politique d'ES dans la sphère gouvernementale et d'afficher sa légitimité vis à vis des partenaires dans l'Etat et la société. Le Forum est conscient de cette nécessité, mais c'est sous l'impulsion du SENAES que de grands chantiers institutionnels démarrent tout au long de l'année 2006.

Pour faciliter l'institutionnalisation de l'ES, le SENAES souhaite mettre en place, avant la fin du mandat de Lula, un espace de discussion consultatif, intégré au Ministère du Travail, facilitant le dialogue entre les différents organes publics et les institutions de la société civile concernés par l'ES. Ce Conseil National de l'Economie Solidaire (ou Conseil) voit le jour en juin 2006.

Cependant, nombre d'acteurs du Forum critiquent les méthodes utilisées par le SENAES pour établir la liste des « conseillers ». Le SENAES conçoit en effet le Conseil comme un espace d'enrôlement et il souhaite y inclure des organisations issues de la société civile et des organes de l'Etat [49] que les acteurs du Forum ne reconnaissent pas nécessairement comme de réels alliés, à l'image de l'OCB, par exemple [50].

Schéma 4 : Le Conseil national et l'enrôlement de l'Etat et de la société civile



S'ils reconnaissent leurs difficultés à appuyer effectivement le SENAES dans l'enrôlement d'autres partenaires publics, nombre d'acteurs du Forum soulignent ainsi plus volontiers que le faible enrôlement du gouvernement peut être le fruit du peu d'importance et du peu d'autonomie dont dispose le SENAES au sein du Ministère du Travail. Plutôt que d'ouvrir très largement les instances de discussion des politiques publiques aux alliés potentiels du mouvement, et de prendre le risque d'en dissoudre l'identité, ils proposent de revendiquer plus d'autonomie et de pouvoir pour le SENAES au sein de l'espace gouvernemental, en le transformant Secrétariat Spécial directement lié au Président ou en Ministère dédié à l'Economie Solidaire.

Ces deux points la composition du Conseil et la place institutionnelle de l'ES dans le gouvernement fédéral doivent être débattus en séance plénière lors de la première Conférence Nationale de l'ES. Cette Conférence, qui doit précéder l'installation du Conseil, est organisée en juin 2006. Elle regroupe plusieurs centaines de délégués représentant les trois types d'acteurs distingués au sein des Forums - les responsables publics, les entrepreneurs solidaires et les membres d'organisations de « soutien » à l'ES - pour quatre jours de débats. Cependant, la composition du Conseil est tranchée par le SENAES quelques jours à peine avant l'ouverture de la Conférence. De plus, le déroulement du débat sur la place institutionnelle à revendiquer pour l'ES au sein du gouvernement fédéral est critiqué par nombre d'acteurs. L'attitude des représentants du SENAES lors de cette Conférence a donc souvent été vécue par les acteurs du mouvement, soit comme « une petite trahison », soit comme « un relent d'autoritarisme ». L'option pour le maintien du SENAES au sein du Ministère du Travail, adoptée par l'un des rares votes serrés de la Conférence, sera d'ailleurs remise en cause à plusieurs reprises dans les mois suivants. Une déclaration finale -

qui définit l'économie solidaire, fait un bilan des politiques publiques existantes et avance des priorités pour l'action publique à venir - est cependant adoptée à la grande majorité des délégués. Mais, la Conférence trace malgré tout des lignes de démarcation stratégiques entre les acteurs. Les amendements proposés par les délégués et les refus et fins de non-recevoir qu'y oppose parfois le SENAES dessinent d'une part les critiques adressées par une partie du mouvement au gouvernement, et, d'autre part, les difficultés qu'a le SENAES à obtenir une réelle reconnaissance de l'ES au sein du gouvernement. Pour les acteurs du Forum, c'est au mouvement, via la Conférence, de définir la composition et les priorités du Conseil. La responsabilité de défendre l'ES au sein de l'ensemble de l'Etat revient ensuite au SENAES. Le SENAES, en revanche, se sent impuissant à accomplir seule cette tâche. Il souhaite donc faire du Conseil un espace d'enrôlement autour de la thématique de l'ES, un espace où il puisse gagner des soutiens et de la légitimité parmi les autres segments du gouvernement et de la société civile.

Si ces deux objectifs ne sont pas nécessairement contradictoires, ils dénotent cependant la temporalité différente de ces acteurs. Alors que la création du SENAES avait été impulsée par le mouvement social en formation, les grands chantiers de 2006 sont impulsés par le SENAES. L'ES entre dans une nouvelle phase de son cycle de développement. Comme en 2003, le temps court de la sphère gouvernementale, rythmé par les élections, crée l'artefact nécessaire à la cristallisation des avancées accumulées dans le temps long du mouvement social, mais il génère aussi de nouvelles tensions dès que le rythme des avancées institutionnelles dépasse celui des reconnaissances et des alliances sociales établies. A chaque élargissement, à chaque approfondissement, chaque entité du mouvement a besoin de temps pour réinterpréter l'identité du mouvement et le mouvement a besoin de temps pour consolider cette nouvelle identité. L'empressement peut condamner ce processus mais celui-ci est nécessaire pour démontrer que l'économie solidaire est une option raisonnable et légitime de politique publique. En ce sens, on peut ainsi considérer qu'un Conseil plus « professionnel » peut permettre d'enrôler de nouveaux acteurs et d'assurer la diffusion de l'ES dans l'Etat et dans la société civile organisée, sans « épuiser » les forces vives et la capacité d'approfondissement du mouvement dans de grandes campagnes d'enrôlement. Tous sont en effet conscients que la lutte pour la reconnaissance de l'ES reste encore largement à mener si l'on veut garantir la continuité de la politique au-delà des différentes échéances électorales et la faire reposer sur le pilier commun des droits.

Par ailleurs, tous sont aussi conscients qu'il ne s'agit pas seulement de se battre pour gagner de l'espace dans la sphère publique : il faut aussi élaborer des réponses, en terme de politiques de développement, aux demandes sociales articulées de façon légitime par les mouvements. L'économie solidaire se refuse à ne considérer que les résultats et elle s'intéresse tout autant aux processus d'organisation sociale qu'ils sous-tendent. Elle se donne pour règle de refuser d'instrumentaliser ces rapports sociaux et d'accepter de faire les détours qu'impose le respect du social. Mais elle se doit aussi d'avancer permettre à ses participants d'accomplir leur projet socio-économique. Les tensions entre le SENAES et les acteurs du mouvement traduisent, au niveau institutionnel, cette tension qui traverse l'ES. Elles dénotent des éclairages différents mais qui se reconnaissent généralement comme complémentaires sur la situation. Les fils du dialogue entre le SENAES et le Forum, tendus par ces conflits, ne se rompent d'ailleurs pas. Ils restent noués autour des projets communs de long terme. Ainsi, le projet du mapeamento qui est le recensement national des entreprises et des pratiques de l'économie solidaire mobilise la collaboration de tous car il permet à la fois d'améliorer la visibilité de l'ES, notamment en direction des sphères publiques et des organisations de la société civile, tout en facilitant l'élargissement de la base sociale du mouvement, puisqu'il permet d'identifier et d'entrer en contact avec des entrepreneurs solidaires isolés du mouvement.

Conclusion : vers des formes respectueuses de dialogue social ?

Si l'ES est encore loin de constituer le référentiel brésilien en terme de développement, la dialectique, entre la part organisée du mouvement social de l'ES et les organes publics qui lui sont dédiés, avance malgré tout peu à peu. Avec la réélection de Lula et l'annonce d'une augmentation des crédits dédiés au SENAES, la continuité de la

politique publique semble pour l'instant hors de danger. Par ailleurs, le Conseil semble avoir joué un rôle non-négligeable dans la défense de l'ES au sein du nouveau Plan Pluri-Annuel du gouvernement.

Le rythme long du mouvement social reprend donc le dessus et l'année 2007 a été consacrée à une réorganisation du Forum. Les acteurs du Forum prennent conscience que leur trajectoire les a parfois distanciee de certains acteurs traditionnels, comme le MST et les Eglises, et que le rapprochement institutionnel avec la sphère publique n'y est pas pour rien. Avec le mapeamento, ils prennent aussi conscience de la nécessité d'élargir leur base sociale et de faire une place, au sein des ses institutions, aux nombreux acteurs isolés et aux divers segments ou pratiques nouvellement identifiés comme « solidaires ».

Or, le SENAES joue un rôle majeur dans le processus du mapeamento. Il donne ainsi au mouvement les moyens de s'organiser plus facilement. L'action publique contribue alors au renforcement du mouvement organisé, et se fait donc, dans certaines limites, le soutien de sa propre contre-démocratie. Mais, le SENAES n'hésite pas à entrer en conflit avec certains acteurs du mouvement pour assurer l'acceptabilité de son action vis à vis des autres segments de l'Etat et garantir ainsi sa permanence. On peut se limiter à déplorer le fait que cela génère des tensions, on peut aussi considérer que ces tensions sont bénéfiques et que c'est justement dans leur expression que réside la clé d'une véritable reconnaissance, respectueuse de l'identité propre aux différents partenaires, et de partenariats solides d'endettement positifs [51].

Grâce à ses relations d'endettement positif avec le SENAES, le mouvement de l'ES réussit partiellement à relever son double défi : articuler la sphère de la société civile à la sphère publique, sans l'y soumettre, et obtenir une reconnaissance progressive sans abdiquer de sa rationalité propre. L'ES dessine en ce sens une alternative concrète pour les relations socio-politiques, alors qu'elle cherchait paradoxalement - une voie pour une alternative socio-économique.

Cette valse à deux temps entre les sphères sociale et politique reste cependant rythmée par les élections et son harmonie fragile est encore plutôt le résultat de l'expression de l'estime du gouvernement Lula pour les caractéristiques populaires et démocratiques du mouvement, qu'une reconnaissance de l'ES comme composante nécessaire du développement social et économique, au sein d'un plus vaste projet de développement d'une économie plurielle, par exemple. Cependant, tous les jours, les interactions entre les divers segments de la société civile et de l'Etat investis dans l'ES, notamment entre le Forum et le SENAES, donnent vie et forme à ce projet de solidarité en faisant qu'il y ait « quelque chose plutôt que rien » [52].

Références Bibliographiques

ANTEAG, *Autogestao. Construindo uma nova cultura na relacoes de trabalho*, Anteag, Brasilia, 2000

ANTEAG, « Intervention au séminaire économie populaire et solidaire du FSM, 2002 », in Seminario Economia Popular Solidaria No Forum Social Mundial, 2002. (www.ecosol.org.br/txt/fsmecosol.doc).

BERTUCCI A., "A Caritas Brasileira e as políticas públicas", texte élaboré pour le I Congrès National de la Caritas, août 1999.

BERTUCCI A., « Limites e possibilidades de organização dos excluídos os projetos comunitários da Caritas Brasileira », in Gaiger, L. *Formas de combate e de resistência à pobreza*, EdUNISINOS, São Leopoldo, 1996, pp. 59-86.

BERTUCCI A., SILVA R.M.A. (org), *20 Anos de Economia Popular Solidária : Trajetória da Cáritas Brasileira dos PACs a EPS*, Cáritas Brasileira, Brasília, 2003.

CUNHA CAVALCANTI G., « Políticas públicas de economia solidária enquanto ressignificação das relações estado-sociedade : alguns elementos teóricos e empíricos », Présenté au Séminaire Mouvements Sociaux de l'UFSC, Florianópolis (SC), 2007, 20 p. Disponible sur : [http://www.sociologia.ufsc.br/npms/...](http://www.sociologia.ufsc.br/npms/)

CUNHA CAVALCANTI G., « Políticas de Economia Solidária : da Regulação do Trabalho Assalariado ao Fomento do Trabalho Associativo », présenté au XIII Congresso Brasileiro de Sociologia 29 mai / 1 juin 2007 UFPE Recife (PE), 17 p.

DE SOUZA M.G.M., « A 'Outra Economia' : um olhar etnográfico sobre a Economia Solidária ». Dissertação de Mestrado em Antropologia Social, Museu Nacional, da Universidade Federal do Rio de Janeiro, Orientador : Federico Neiburg, Rio de Janeiro, Fevereiro de 2004.

EID F., PIMENTEL A., BUENO E., « Economia solidária : desafios do cooperativismo de reforma agrária no Brasil », *Revista Travessia*, São Paulo, 2001. Version modifiée publiée dans : XXXVIII Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural, Rio de Janeiro, Brasil, 30 de julho a 5 de agosto de 2000, 15 p.

GAIGER L. (org), *Sentidos e experiências da economia solidária no Brasil*, Ed. da UFRGS, Porto Alegre, 2004.

GAIGER L., « A Economia Solidária e o Projeto de Outra Mundialização », *DADOS Revista de Ciências Sociais*, Rio de Janeiro, Vol. 47, no 4, 2004, p 799 - 834.

GIRARD FERREIRA NUNES Christiane, « Os els horizontais da economia solidaria : desafios e perspectivas », in MARTINS, FERREIRA NUNES (orgs.), *A nova ordem Social, Perspectivas da solidariedade contemporânea*, Paralelo 15, Brasília, 2004, p 192-212.

GODBOUT T. J., CAILLÉ A., *L'esprit du don*, La Découverte, Paris, 1992, 345 p.

GOMES R., « O Histórico da Formação do Grupo de Trabalho Brasileiro até o Fórum Brasileiro de Economia Solidária », Documento Final III PLENÁRIA NACIONAL DA ECONOMIA SOLIDÁRIA, 27/06/2003 (retranscription des interventions disponible sur : www.coordinationsud.org/Abong1/IMG/... ou sur le site du fbcs).

GUIMARAES G., « ITCP : Contribuição para um modelo alternativo de geração de trabalho e de renda », in SINGER P., DE SOUZA A. R. (org), *A Economia Solidária no Brasil*, Contexto, São Paulo, 2003, p114-121.

HILGARTNER S., BOSK C., « The rise and Fall of Social Problems », *American Journal of Sociology*, vol 94, 1988, p53-78.

KITSCHOLT H., « Political opportunity structures and political protest : anti-nuclear movements in four democracies », *British Journal of Political Science*, 16 (1), 1986, p.57-85.

LECHAT N.M.P., « As Raizes históricas da Economia Solidaria e seu Aparecimento no Brasil », conférence à l'occasion du II Séminaire des incubateurs technologiques de coopératives populaires, UNICAMP, 20/03/2002.

LIMA J.C., « O trabalho autogestionario em cooperativas de produção : o paradigma revisitado », *RBSC*, Vol 19, N56, outubro 2004. p 45-62.

MAGALHAES R.S., « Sindicatos, Cooperativas e Socialismo », intervention de Reginaldo Sales Magalhaes, Secrétaire exécutif de l'Agence de Développement Solidaire, lors du débat « Coopératives, Syndicalisme et Socialisme » organisé par le Parti des Travailleurs le 7 mai 2001. <http://www.ecosol.org.br/txt/sindic.doc>.

MAGALHAES R.S., TODESCHINI R., « Sindicalismo e Economia Solidaria : Reflexoes sobre o Projeto da CUT », in SINGER, P, DE SOUZA, A R (Org). *A Economia solidária no Brasil : a autogestão como resposta ao desemprego*, Contexto, São Paulo, 2000, p 135-158.

MEDEIROS A., SCHWENGBER A., SCHIOCHET V. (Org)., *Políticas Publicas de Economia Solidaria por um outro desenvolvimento*, Editora Universitaria da UFPE, Recife, 2006.

PUHL J.I., « Uma experiência metodologica em educação para a organização, a cooperação e a solidariedade popular », in SANTOS J.C., ZART L.L. *Educação e Socio-Economia Solidaria. Interação Universidade Movimentos Sociais. Série Sociedade Solidaria*. Vol. 2, Editora Unemat, Caceres-MT, 2006, 275p., p185-206.

RAZETO L., « Economia de solidariedade e organização popular », in GADOTTI M., GUTIERREZ F. (Org), *Educação comunitária e economia popular*, Cortez, São Paulo, 1993. p34-58.

SCHWENGBER A.M., « Políticas públicas de economia solidária e gestores públicos », *Mercado de Trabalho, Analise e Conjuntura, Revue de l'IPEA*, N 28, Septembre 2005, 6p.

SENAES, « A economia solidária no ppa 2004 - 2007 », Texte élaboré par le SENAES comme base de discussion au sein du Conseil National d'Economie Solidaire, disponibilisé sur demande par le SENAES

SINGER P., « Economie solidaire(1) », in LAVILLE, CATTANI (dir), *Dictionnaire de l'autre économie*, Folio, 2006, p290-302.

SINGER P., « Senaes - uma experiência brasileira de politica de economia solidaria », in CARVALHO DA FRANCA G., LAVILLE J-L., MEDEIROS A., MAGNEN J-P., *Ação Publica e Economia Solidaria, uma Perspetiva International*, Editora da UFRGS, Porto Alegre, 2006, p 201-206.

SINGER P., « Incubadoras universitarias de cooperativas : um relato a partir da experiência da USP », in SINGER P., DE SOUZA, A.R. (org), *A Economia Solidária no Brasil*, Contexto, São Paulo, 2003. p 123.

SINGER P., SOUZA A.R. (Org), *A Economia solidária no Brasil ; a autogestão como resposta ao desemprego*, Contexto, São Paulo, 2000, 360 p.

TADASHI O.N., « Gestão e trabalho em cooperativas de produção : dilemas e alternativas à participação », mémoire de Master en ingénierie de production, USP, 2001

TADASHI O.N., « Sindicato e Cooperativismo : os metalúrgicos do ABC e a Unisol Cooperativas », in SINGER P., SOUZA A.R. (Org), *A Economia solidária no Brasil ; a autogestão como resposta ao desemprego*, Contexto, São Paulo, 2000.

THEODORO M., « As Bases da Política de Apoio ao Setor Informal no Brasil », Texto para discussão no 762, IPEA, Brasília, septembre 2000, 19 p.

WOLF M.E.D., « A experiência da ADS Agência de Desenvolvimento solidaria e seu papel na economia solidaria », in SANTOS J.C., ZART L.L., *Educação e Socio-Economia Solidaria. Interação Universidade Movimentos Sociais. Série Sociedade Solidaria*, Vol. 2, Editora Unemat, Caceres-MT, 2006 275p, p.136-139.

[1] Cet article a été réalisé à partir du mémoire « Parcours de l'économie solidaire au Brésil », écrit sous la direction bienveillante d'Alain Caillé et grâce aux précieux conseils et commentaires de Christiane Girard Ferreira Nunes et des étudiants du groupe de travail « Travail et solidarité » de l'Université de Brasilia, qui m'ont ouvert les portes de leurs réseaux de contacts et de leurs mémoires, et sans qui je n'aurais pas pu réaliser ce travail. Ce travail a bénéficié du soutien du REFEB (Réseau Français d'Etudes Brésiliennes) et à été présenté pour l'obtention du diplôme de Master II « Société, Economie et Politique » de l'Université de Paris-X Nanterre en septembre 2007. Pour plus d'informations, contactez celine.b@no-log.org.

[2] GIRARD FERREIRA NUNES Christiane, « Os els horizontais da economia solidaria : desafios e perspectivas », in MARTINS, FERREIRA NUNES (orgs.), *A nova ordem Social, Perspectivas da solidariedade contemporânea*, Paralelo 15, Brasília, 2004.

[3] Voir, par exemple : SINGER P. « Senaes - uma experiência brasileira de politica de economia solidaria ».in CARVALHO DA FRANCA G., LAVILLE J-L., MEDEIROS A., MAGNEN J-P. *Ação Publica e Economia Solidaria, uma Perspetiva International*, Editora da UFRGS, Porto Alegre, 2006, p 201-206.

[4] GAIGER L. (org). *Sentidos e experiências da economia solidária no Brasil*. Ed. da UFRGS, Porto Alegre, 2004.

[5] GAIGER L. « A Economia Solidária e o Projeto de Outra Mundialização », *DADOS Revista de Ciências Sociais*, Vol. 47, no 4, 2004, pp. 799 a 834, Note de l'auteur se référant au terme « segment », Note 5 p. 806, rapportée en page 828. Traduit par nos soins.

[6] GAIGER L. « A Economia Solidária e o Projeto de Outra Mundialização », *DADOS. op. cit.* p.806. Traduit par nos soins.

[7] GIRARD FERREIRA NUNES Christiane, *op.cit.*

[8] Voir : BERTUCCI « A. Limites e possibilidades de organização dos excluídos os projetos comunitários da Cáritas Brasileira » in : Gaiger, L. I. *Formas de combate e de resistência à pobreza*, EdUNISINOS, São Leopoldo, 1996, pp. 59-86 ; et "A Cáritas Brasileira e as políticas públicas", texte pour le I Congrès National de la Caritas, août 1999.

[9] BERTUCCI A., SILVA R.M.A. (org). *20 Anos de Economia Popular Solidária : Trajetória da Cáritas Brasileira dos PACs a EPS*, Cáritas Brasileira, Brasília, 2003.

[10] EID F., PIMENTEL A., BUENO E. « Economia solidária : desafios do cooperativismo de reforma agrária no Brasil », *Revista Travessia*, 2001. Version modifiée publiée dans : XXXVIII Congresso Brasileiro de Economia e Sociologia Rural, Rio de Janeiro, 30 de julho a 5 de agosto de 2000, 15 p.

[11] GAIGER A., « Economia Solidária e o Projeto de Outra Mundialização », *DADOS. op. cit.* p 807 Traduit par nos soins.

[12] ANTEAG. « Intervention au séminaire économie populaire et solidaire du FSM, 2002 », In *Seminario Economia Popular Solidaria No Forum social Mundial*, 2002. (www.ecosol.org.br/txt/fsmecosol.doc). p 20.

[13] DE SOUZA M.G.M., « A Outra Economia' : um olhar etnográfico sobre a Economia Solidária », Dissertação de Mestrado em Antropologia Social, Museu Nacional, da Universidade Federal do Rio de Janeiro, Orientador : Federico Neiburg Rio de Janeiro, Fevereiro de 2004. p 64.

[14] THEODORO M., « As Bases da Política de Apoio ao Setor Informal no Brasil », Texto para discussão no 762,

IPEA, septembre 2000, 19 p, p 15.

[15] SINGER P. « Senaes - uma experiência brasileira de política de economia solidaria », in CARVALHO DA FRANCA G., LAVILLE J-L., MEDEIROS A., MAGNEN J-P. *Ação Pública e Economia Solidária, uma Perspetiva Internacional*, Editora da UFRGS, Brasília, 2006, p 201-206. p 201.

[16] SINGER P., « Economie solidaire(1) », in LAVILLE, CATTANI (dir). *Dictionnaire de l'autre économie*. Folio, 2006, p290-302., p 300.

[17] Voir ANTEAG, *Autogestao. Construindo uma nova cultura na relacoes de trabalho*, Anteag, Brasilia , 2000

[18] LIMA J.C., « O trabalho autogestionario em cooperativas de produção : o paradigma revisitado ». *RBSC*, Vol 19, N56, outubro 2004. p 45-62, p 59, Traduit par nos soins.

[19] Voir LIMA J.C., « O trabalho autogestionario em cooperativas de produção : o paradigma revisitado ». *op. cit.* p. 59.

[20] MAGALHAES R.S., TODESCHINI R., « Sindicalismo e Economia Solidaria : Reflexoes sobre o Projeto da CUT », 18p , p 3. Traduit pas nos soins.

[21] La région de l'ABC regroupe, dans l'Etat de Sao Paulo, les communes de Santo André, Sao Bernardo et Sao Caetano. Il s'agit de la principale région industrielle de l'Etat de Sao Paulo.

[22] Sur l'expérience de la Conforja, voir : TADASHI O.N. *Gestão e trabalho em cooperativas de produção : dilemas e alternativas à participação*, mémoire de Master en ingénierie de production, USP, 2001

[23] Voir TADASHI O.N. « Sindicato e Cooperativismo : os metalúrgicos do ABC e a Unisol Cooperativas », in SINGER P., SOUZA A.R. (Org). *A Economia solidária no Brasil ; a autogestão como resposta ao desemprego*, Contexto, Sao Paulo, 2000.

[24] MAGALHAES R.S. « Sindicatos, Cooperativas e Socialismo ». Intervention de Reginaldo Sales Magalhaes, Secrétaire exécutif de l'Agence de Développement Solidaire, lors du débat « Coopératives, Syndicalisme et Socialisme » organisé par le Parti des Travailleurs le 7 mai 2001. Consultable sur : www.ecosol.org.br/txt/sindic.doc
Traduit par nos soins.

[25] WOLF M.E.D. « A experiência da ADS Agência de Desenvolvimento solidaria e seu papel na economia solidaria », in SANTOS J.C., ZART L.L. *Educação e Socio-Economia Solidaria. Interação Universidade Movimentos Sociais*. Série Sociedade Solidaria. Vol. 2, Editora Unemat, Caceres-MT, 2006 275p., p.136-139, p. 136.

[26] Idem, Traduit par nos soins.

[27] GUIMARAES G. « ITCP : Contribuição para um modelo alternativo de geração de trabalho e de renda », in Singer P., DE SOUZA A. R. (org), *A Economia Solidária no Brasil*, Contexto, São Paulo, 2003, p. 120 Traduit par nos soins.

[28] Voir l'histoire de l'ITCP/Coppe/UFRJ sur <http://www.cooperativismopopular.uf...>

[29] GUIMARAES G. « ITCP : Contribuição para um modelo alternativo de geração de trabalho e de renda », *op.cit.*, p114.

[30] SINGER P., « Incubadoras universitarias de cooperativas : um relato a partir da experiência da USP », in SINGER P., DE SOUZA, A.R. (org). *A Economia Solidária no Brasil*, Contexto, São Paulo, 2003. p 123

[31] Idem.

[32] Voir, en particulier, le récit de PUHL J.I. « Uma experiência metodologica em educação para a organização, a cooperação e a solidariedade popular », in SANTOS J.C., ZART L.L. *Educação e Socio-Economia Solidaria. Interação Universidade Movimentos Sociais*. Série Sociedade Solidaria. Vol. 2, Editora Unemat, Caceres-MT , 2006 275p, p 185-206 p. 199

[33] GUIMARAES G. « ITCP : Contribuição para um modelo alternativo de geração de trabalho e de renda », *op. cit.*, p121

[34] LECHAT N.M.P. « As Raízes históricas da Economia Solidária e seu Aparecimento no Brasil », conférence à l'occasion du II Séminaire des incubateurs technologiques de coopératives populaires, UNICAMP, 20/03/2002.

[35] RAZETO L. « Economia de solidariedade e organização popular ». in GADOTTI M., GUTIERREZ F. (Org). *Educação comunitária e economia popular*. Cortez, São Paulo, 1993. p. 34-58.

[36] Voir notamment l'article intitulé "L'économie solidaire contre le chômage" dans la *Folha de São Paulo* du 11 juillet 1996. Singer précise cependant que si la proposition de « l'économie solidaire » est bien de lui, en revanche, le nom de baptême « économie solidaire » serait une idée de Aloisio Mercadante (Singer 2001, rapporté par Lechat op cit.).

[37] SINGER P. « Senaes - uma experiência brasileira de política de economia solidária ». *op. cit.*, p 202.

[38] SINGER P., SOUZA A.R. (Org). *A Economia solidária no Brasil ; a autogestão como resposta ao desemprego*. Contexto, São Paulo, 2000, 360 p.

[39] Voir Schéma 3 : « Expansion et structuration du mouvement »

[40] GOMES R., « O Histórico da Formação do Grupo de Trabalho Brasileiro até o Fórum Brasileiro de Economia Solidária », Documento Final III PLENÁRIA NACIONAL DA ECONOMIA SOLIDÁRIA, 27/06/2003 Retranscription sur www.coordinationsud.org/Abong1/IMG/... ou sur le site du Fbes

[41] Voir : HILGARTNER S., BOSK C., « The rise and Fall of Social Problems », *American Journal of Sociology*, vol 94, 1988, p53-78.

[42] Comme le soulignent d'ailleurs nombre d'acteurs du mouvement et de membres du SENAES, qui posent par ailleurs la question de la difficile succession de P. Singer à la tête du SENAES.

[43] SCHWENGBER A.M., « Políticas públicas de economia solidária e gestores públicos », *Mercado de Trabalho, Análise e Conjuntura, Revue de l'IPEA*, N 28, Septembre 2005, 6p., p 5. - Traduit par nos soins.

[44] CUNHA CAVALCANTI G., « Políticas de Economia Solidária : da Regulação do Trabalho Assalariado ao Fomento do Trabalho Associativo ». présenté au XIII Congresso Brasileiro de Sociologia 29 mai / 1 juin 2007 UFPE Recife (PE), 17 p., p 10. Traduit par nos soins.

Dès lors, une double mission est attribuée par le mouvement social au SENAES. Il s'agit tout d'abord de construire de façon participative et démocratique une politique publique en faveur de l'ES. Il s'agit ensuite de sensibiliser l'ensemble de l'appareil d'Etat à une nouvelle approche des relations avec la société civile et à une nouvelle approche du développement.

Pour relever ce premier défi, le mouvement s'organise en créant, à partir du GT issu des FSM, le Forum Brésilien de l'Economie Solidaire (le Forum) pour fournir un interlocuteur au SENAES dans la société civile. Lors de sa troisième réunion plénière, qui a lieu au lendemain de la création officielle du SENAES, en juin 2003, le Forum propose ainsi des axes d'action qui vont servir de référence dans les programmes du SENAES. Étudiant le déroulement chronologique de ces événements, Cunha conclut que « l'histoire de l'articulation du mouvement au niveau national se confond, à partir du second semestre de 2002, avec la construction de la politique nationale »[[CUNHA CAVALCANTI G. « Políticas públicas de economia solidária enquanto ressignificação das relações estado-sociedade : alguns elementos teóricos e empíricos ». Présenté au Séminaire Mouvements Sociaux de l'UFSC, Florianópolis (SC), 2007, 20 p. Disponible sur : <http://www.sociologia.ufsc.br/npms/...> p 15. Traduit par nos soins.

[45] KITSCHOLT H., « Political opportunity structures and political protest : anti-nuclear movements in four democracies », *British Journal of Political Science*, 16 (1), 1986, p57-85, p 66-67.

[46] Voir « Tableau 1 : Intégration de l'ES dans la sphère gouvernementale » pour une synthèse de la typologie utilisée. Une cartographie détaillée de la position des différents organes gouvernementaux dans cette typologie est proposée dans notre travail de recherche.

[47] Estimation en euros élaborée à partir des données incluses dans « SENAES. A economia solidária no ppa 2004 2007 », texte élaboré par le SENAES comme base de discussion au sein du Conseil National d'Economie Solidaire,

disponible sur demande par le SENAES

[48] MEDEIROS A., SCHWENGBER A., SCHIOCHET V. (Org). *Políticas Públicas de Economia Solidaria por um outro desenvolvimento*, Editora Universitaria da UFPE, Recife, 2006

[49] Voir la composition du Conseil représentée dans le « Schéma 4 : Le Conseil National et l'enrôlement de l'Etat et de la Société Civile ».

[50] Voir p.4.

[51] GIRARD FERREIRA NUNES Christiane, « Os els horizontais da economia solidaria : desafios e perspectivas », op.cit.

[52] Le propre du don, d'après A. Caillé dans : GODBOUT T. Jacques ; CAILLÉ Alain, *L'esprit du don*, La Découverte, Paris, 1992, 345 p.